

**Délibération n° 2021-12-02/02**

**Objet : Convention d'adhésion à la mission de délégué à la protection des données du CDG 34 –  
Autorisation de signature**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SEANCE DU JEUDI 02 DECEMBRE 2021**

L'an deux-mille-vingt-et-un, le jeudi deux décembre, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 26 novembre 2021, s'est réuni à 19h00, à titre exceptionnel et après information au Préfet salle Yves Abric, place Fanfonne Guilhaume, dans le respect des règles de sécurité sanitaire et de distanciation sociale nécessaires à la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

La séance s'est déroulée sans public et a été retransmise par voie électronique, conformément à la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021.

**Nombre de membres en exercice : 29**

**Nombre de membres présents : 24**

**Nombre de membres représentés : 4**

**Secrétaire de séance : Patricia NIVESSE**

**Présents : Jean-Pierre RICO**

Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Jean-Marc MALEK - Xavier MIRAULT - Christiane PISTRE - Olivier BOUDET - Françoise BERTOUY - Patricia NIVESSE - Maryline BENEDETTI - Brigitte RODRIGUEZ - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Francine BOYER - Fabrice IRANZO - Benoît DELTOUR - Julien RODIER - Philippe CATTIN-VIDAL - Véronique CHIREUX - Laurent CHAMARD-BOIS - Isabelle GIANIEL - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST

**Absents représentés : Colette MORETEAU pouvoir à Brigitte RODRIGUEZ, Pascale MARCHAL pouvoir à Jean-Pierre RICO - Romain CASAS-MATEU pouvoir à Jean-Pierre RICO, Laurie BELTRA pouvoir à Olivier BOUDET**

**Absent non représenté : Bernadette CONTE-ARRANZ**

Le quorum étant atteint, conformément à la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire, l'assemblée peut délibérer.

---

**Monsieur le Maire rapporte :**

Vu le règlement n°2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ;

Vu la délibération n°2018-D-025 adoptée par le Conseil d'administration du CDG 34 le 1<sup>er</sup> juin 2018, portant création d'une mission de délégué à la protection des données ;

L'article 37 du règlement n°2016/679 permet d'envisager une mutualisation départementale de cette mission dans la mesure où il prévoit que lorsque le responsable du traitement est une autorité



publique ou un organisme public, un seul délégué à la protection des données peut être désigné pour plusieurs autorités ou organismes de ce type, compte tenu de leur structure organisationnelle et de leur taille. Au vu de son rôle central au sein du département, le Conseil d'administration du CDG 34 a décidé de créer une mission en ce sens pour le compte des entités locales demandeuses.

Considérant que l'autorité territoriale, en tant que responsable du traitement des données, a l'obligation de désigner un délégué à la protection des données.

Le contrat actuellement en cours avec la société DPO Conseils prend fin le 31 décembre 2021.

Afin de répondre aux obligations réglementaires relatives à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD), il est proposé d'adhérer par convention à la mission de délégué à la protection des données mise en place par le CDG 34.

Pour une commune de plus de 5 000 habitants, le nombre de jours estimatif d'intervention à prévoir est d'environ de 6 à 8 la 1<sup>ère</sup> année, et de 3 à 4 jours par an les années suivantes.

Le tarif est fixé par le conseil d'administration du CDG 34 à 250,00 € net (non soumis à la TVA) par jour d'intervention pour l'année 2021.

Il est réactualisé chaque année par délibération du Conseil d'administration du CDG 34.

La durée de la convention est conclue pour une durée de 4 ans.

Les modalités d'intervention du CDG34 sont décrites dans la convention d'adhésion ci-jointe.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Adhérer à la mission « *délégué à la protection des données* » proposée par le CDG 34, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 et pour une durée de 4 ans.
- Autoriser monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité.

Pour : 28

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Fait à Pérols,  
pour extrait conforme le 02 décembre 2021

Le Maire

Jean-Philippe BICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, affichage ou notification.